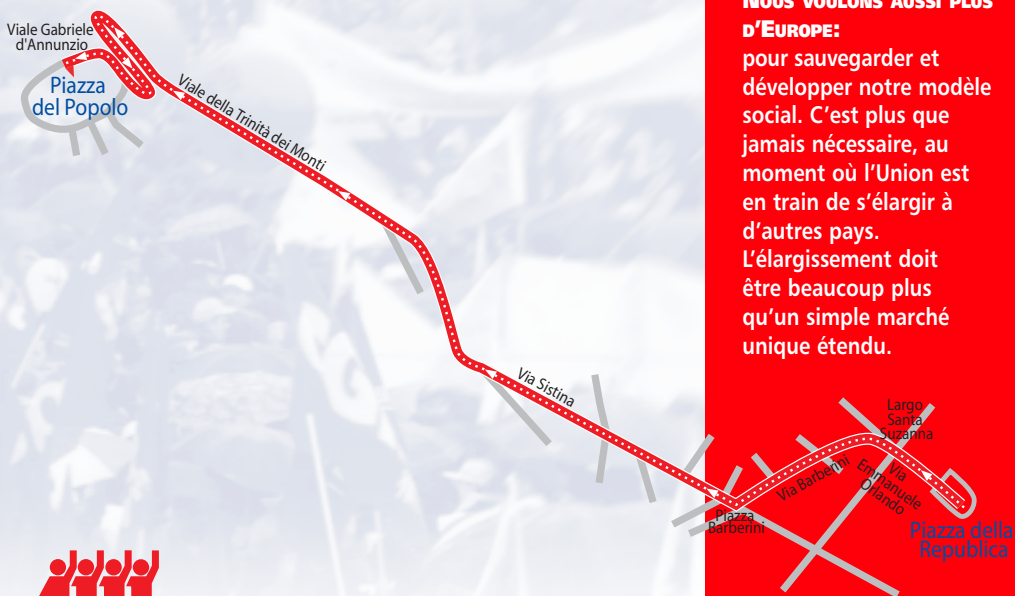


Lisbonne. Mais pour garantir la création d'emplois de meilleure qualité, des questions telles que la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, la mise en oeuvre des objectifs de Barcelone en matière d'accueil des enfants, la réduction de l'écart de rémunération entre hommes et femmes, la garantie des droits de sécurité sociale pour les travailleurs et travailleuses atypiques, et l'apport

d'emplois de qualité pour les femmes, doivent également demeurer prioritaires.

A cet égard, des complémentarités et synergies entre la Stratégie européenne pour l'emploi et les prochains plans nationaux sur l'inclusion sociale sont de plus haute importance et la CES exige que la Présidence italienne se penche attentivement sur cette questions.

**DÉPART: PIAZZA DELLA REPUBBLICA**  
**ARRIVÉE: PIAZZA DEL POPOLO**  
**FIN DE LA MANIFESTATION,**  
**DISCOURS ET ANIMATIONS MUSICALES**



**NOUS NOUS MOBILISONS**  
**pour une Europe sociale**  
**et solidaire à travers :**

- le plein emploi et les droits sociaux
- la sauvegarde des systèmes de protection sociale
- la garantie des services publics de qualité
- la promotion de l'égalité entre homes et femmes à commencer par l'égalité salariale
- l'amélioration de la santé et de la sécurité dans l'environnement de travail
- la lutte contre la pauvreté, l'exclusion contre toute forme de discrimination

**NOUS VOULONS AUSSI PLUS**  
**D'EUROPE:**  
 pour sauvegarder et développer notre modèle social. C'est plus que jamais nécessaire, au moment où l'Union est en train de s'élargir à d'autres pays. L'élargissement doit être beaucoup plus qu'un simple marché unique étendu.

**EURO**

**MANIFESTATION**

**ROMA - 4/10/2003**

**Emploi**  
**Droits**  
**Solidarité**

pour l' **EUROPE**  
**SOCIALE**  
**Maintenant!**

**L'Europe, c'est nous!**



**Confédération Européenne des Syndicats**  
 Boulevard du Roi Albert II, 5 — B-1210 Bruxelles  
 Tél: +32.2.224.05.83 - Fax: +32.2.224.04.75 - E-mail: amoreira@etuc.org



Confédération Européenne des Syndicats

Pour l'

# EUROPE SOCIALE

# Maintenant!

JUSQU'À LA FIN DU SON MANDAT EN DÉCEMBRE 2003, LA PRÉSIDENTE ITALIENNE AURA À GÉRER UN ORDRE DU JOUR EXTRÊMEMENT COMPLEXE.

**LA SIGNATURE DU TRAITÉ D'ADHÉSION** dont l'Europe sort unifiée par l'entrée de dix nouveaux Etats membres en mai 2004, ainsi que la poursuite des négociations avec les autres pays candidats, mettent en évidence le besoin de préparatifs qui donneront les moyens à l'UE élargie de mieux fonctionner, d'être plus efficace. Des réponses concrètes aux demandes des citoyens et travailleurs en Europe doivent être fournies de toute urgence.

**LA CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE** qui sera lancée sous la Présidence italienne, fondée sur les travaux de la Convention européenne et l'accord sur la future Constitution de l'UE qui en découle, revêtira une importance majeure durant son mandat.

**DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE INTERNATIONAL DIFFICILE**, l'UE doit prouver qu'elle peut faire la différence, en développant ses compétences décisionnelles, son identité et son modèle social, en renforçant son rôle en matière de gouvernance internationale, et en se montrant comme acteur incontournable pour maîtriser la mondialisation, promouvoir le développement durable pour tous et plaider en faveur de la paix, de la démocratie et les droits de l'homme dans le monde.

**TOUTEFOIS, LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN EUROPE** s'est détériorée au cours des derniers mois, entravant de plus en plus la réalisation des objectifs de Lisbonne. L'Europe a besoin d'une gouvernance économique renforcée capable de remédier à la situation sociale préoccupante et d'apporter une réponse positive et coordonnée aux attentes des travailleurs/travailleuses sur la détérioration de l'emploi et l'approche restrictive et négative adoptée dans de nombreux pays européens concernant l'avenir de la protection sociale.

**LA CES DEMANDE À LA PRÉSIDENTE ITALIENNE** d'user de son influence pour y remédier, en se fondant sur les principes du modèle social européen, et non sur l'approche néo-libérale que semblent privilégier plusieurs pays européens.

**LA MANIFESTATION DE ROME** a pour intention de montrer que les syndicats européens exigent que:  
— Les gens et pas le monde des affaires soient au centre des préoccupations  
— L'Europe ait une dimension sociale forte et ne se content pas d'être un marché unique et qu'elle garantisse des services publics de qualité  
— Le Nouveau Traité comprenne un engagement fort envers la protection sociale et offre à chacun ses chances.

**LE CHÔMAGE DANS L'UNION EUROPÉENNE**, à près des 9%, est une honte et la Présidence italienne doit mener une action coordonnée afin de soutenir l'investissement, la recherche et le développement, l'éducation et la formation et, surtout, l'emploi.

**LA RÉUNIFICATION DE L'EUROPE** l'an prochain avec 10 nouveaux Etats membres implique que l'Europe doit travailler avec plus d'efficacité et qu'elle s'engage en faveur du maintien de la protection sociale et des opportunités dans toutes ses activités futures.

## CONVENTION EUROPÉENNE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

### CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE (CIG)

Pour la CES, la convention européenne a présenté un avant-projet de Traité constitutionnel qui, dans le contexte politique actuel, représente un remarquable pas en avant vers une UE plus efficace, plus démocratique et, dans une certaine mesure, plus proche des préoccupations des citoyens et des citoyennes.

**TOUTEFOIS, LA CES DÉPLORE** que des objectifs plus ambitieux n'aient pas pu être atteints, en particulier en ce qui concerne l'extension du vote à la majorité qualifiée, notamment en matière de politique sociale et de fiscalité, et l'apport de nouveaux outils et procédures pour la gouvernance

économique de l'UE, pour habiliter l'Europe à mieux exploiter son potentiel et promouvoir la croissance de l'emploi. Il serait opportun que la CIG permette des avancées en la matière.

**NOS OBJECTIFS CONCERNENT:** l'intégration, avec valeur juridique, de la Charte des droits fondamentaux dans le Traité; la reconnaissance des valeurs et objectifs de dimension sociale, notamment le plein emploi; l'instauration d'une base juridique pour les services d'intérêt général; le mandat de l'Union en matière de coordination économique, sociale et de l'emploi; et la reconnaissance du rôle des parten-

naires sociaux et de leur dialogue social.

**LA CES S'OPPOSERAIT VIGOUREUSEMENT** à toute tentative de les remettre en question lors de la CIG.

**LA CES DEMANDE À LA PRÉSIDENTE ITALIENNE** d'agir en ce sens lors de la CIG pour renforcer la crédibilité du contenu social du nouveau Traité constitutionnel.

**DANS LE CAS CONTRAIRE**, ceci reviendrait à tromper les travailleurs et les travailleuses de l'UE et pousserait la CES à adopter une attitude défavorable quant aux résultats de la CIG.

## POLITIQUES ÉCONOMIQUES, D'EMPLOI

**LA CES ESTIME QUE L'UE** devrait oeuvrer au renforcement de la mise en pratique de la stratégie de Lisbonne, en particulier en ce qui concerne l'engagement pour « plus d'emplois et de meilleure qualité », le plein emploi et la création d'une société fondée sur la connaissance, avec un dosage de politiques assurant un taux de croissance annuelle stable de 3%. L'état actuel de faible croissance et de chômage élevé est largement insatisfaisant.

**LA CES SOUTIEN LA NOUVELLE APPROCHE DES LIGNES DIRECTRICES** pour l'emploi adoptée par le Conseil européen de Thessalonique. La CES insiste sur le fait que les grandes orientations de politique économique doivent également contribuer au plein emploi et appelle à des mesures allant au-delà des procédures de rationalisation pour arriver à la synergie et à la cohérence nécessaires entre les deux processus.

**LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR L'EMPLOI** contribuera à améliorer le marché de l'emploi tout en promouvant l'égalité des chances entre hommes et femmes. (Ré) intégrer sur le marché du travail les personnes qui ont été exclues - non par choix ou à cause de l'excès de générosité des systèmes de sécurité sociale, mais parce que les emplois n'ont pas été créés en nombre suffisant - facilitera l'obtention des objectifs de

La voix de 60 millions de travailleuses et travailleurs en Europe